

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja Semaine du 24 novembre 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa page LinkedIn. Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur <u>LinkedIn</u>.

English summary

Nigeria

- Reaffirmation of France's economic presence in the north of the country;
- Central Bank of Nigeria holds key interest rate at 27%;
- African Development Bank Group loans \$500 million to support Nigeria's economic governance and energy transition.

Ghana

- Bank of Ghana reduces policy rate to 18% from 21.5%;
- Abolition of the COVID-19 Levy and major VAT reform in Ghana;
- Government updates progress on Agricultural Transformation Strategy (AETA).

LE CHIFFRE À RETENIR

1 000 pdb

<u>C'est la baisse cumulée du taux directeur du Ghana</u> <u>depuis mai 2025</u>

Nigeria:

Réaffirmation de la présence économique française dans le nord du pays ; La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 27%; La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 500 M USD pour soutenir la gouvernance économique et la transition énergétique du Nigeria.

Ghana:

La Banque du Ghana baisse son taux directeur à 18%, après 21,5%; Suppression de la taxe COVID-19 et réforme d'ampleur de la TVA au Ghana; Point d'étape du gouvernement sur sa stratégie de transformation agricole (AETA).

Nigeria

Réaffirmation de la présence économique française dans le nord du pays

À l'occasion du déplacement d'une délégation française menée par l'ambassadeur de France au Nigeria à Kano, l'accent a été mis sur l'action de la France dans cet État du Nord, notamment dans les secteurs agricole et agroalimentaire. Le gouverneur de l'État a accepté l'invitation à participer à l'édition 2026 du Salon international de l'agriculture à Paris.



L'ambassadeur de France a remis au gouverneur de l'État de Kano une lettre d'invitation au Salon international de l'agriculture à Paris

La délégation a rencontré les dirigeants de NutriK, filiale du groupe français Nutriset, spécialisée dans la fabrication de solutions alimentaires pour prévenir la malnutrition. NutriK a bénéficié en 2024 d'un prêt de 2 M EUR de Proparco pour développer son activité et construire une usine à Kano. Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'initiative Choose Africa 2, menée par la France, qui facilite l'accès au crédit pour de nombreuses PME africaines.

La délégation française a également visité L&Z Farms, entreprise de production laitière souhaitant, avec l'appui de l'ambassade, introduire la race bovine française Montbéliarde au sein de son exploitation, renforçant ainsi la coopération agricole entre la France et le Nigeria. L&Z Farms entretient également un partenariat solide avec l'entreprise Feed Avenue, créée en 2020, filiale nigériane de MG2MIX, un des leaders français des solutions nutritives animales en France. Feed Avenue accompagne les éleveurs et fabricants d'aliment nigérians dans la formulation de solutions nutritives adaptées aux différentes espèces animales.

La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 27%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Nigeria (CBN) s'est réuni les 24 et 25 novembre et a décidé de maintenir son taux directeur à 27%, après un premier assouplissement monétaire en septembre (-50pdb). Le ratio de réserves obligatoires (CRR) des banques commerciales est maintenu à 45%, celui des banques d'affaires à 16% ainsi que le ratio de liquidité (LR) à 30%. Le corridor monétaire est réajusté à +50/-450 pdb (+/-250 pdb précédemment).

Ainsi, le CPM a réaffirmé son engagement premier à réduire l'inflation, enregistrée à 16% en octobre en glissement annuel, en baisse mais toujours à un niveau élevé. Le CPM reconnaît que la stabilité du taux de change (soutenue par la robustesse du secteur extérieur, la persistance d'un excédent de balance courante et l'accumulation continue de réserves par la CBN), la stabilité des prix

du carburant et des améliorations d'approvisionnement de denrées alimentaires ont permis cette récente diminution.

Le maintien de taux élevés est un moyen pour la CBN de préserver l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux et d'encourager les flux de capitaux entrants, principalement sous la forme d'investissements de portefeuilles.

L'ajustement du corridor monétaire est un signal pour encourager le crédit bancaire, en rendant les dépôts auprès de la CBN moins attractifs et incitant ainsi les banques à ne pas stocker leur liquidité, tout en réduisant le coût du financement des banques auprès de la CBN.

Cette décision intervient alors que les anticipations des prévisionnistes s'accordaient pour une seconde baisse de taux, de -50 pdb jusqu'à -250 pdb pour certains. Les récentes améliorations macroéconomiques du pays et les appels à améliorer les conditions de financement de l'économie réelle n'ont pas convaincu, le CPM préservant une position prudente. Ce dernier a réaffirmé son engagement à conduire une politique éclairée par les données, afin de remplir son mandat de stabilité financière et des prix.

A l'annonce de la décision, le naira est resté stable autour de 1 450 NGN pour 1 USD. Les rendements des obligations souveraines sur le marché secondaire ont diminué de manière marginale, alors que les taux interbancaires se sont contractés en réponse à l'ajustement du corridor monétaire, signalant davantage de liquidité sur le marché.

La prochaine réunion du CPM aura lieu les 23 et 24 février prochains.

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 500 M USD pour soutenir la gouvernance économique et la transition énergétique du Nigeria

Le 26 novembre 2025, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 500 M USD pour financer la deuxième phase du Programme d'appui à la gouvernance économique et à la transition énergétique du Nigeria.

La deuxième phase du programme vise à stimuler une croissance inclusive en accélérant les réformes structurelles dans le secteur énergétique, tout en soutenant des réformes progressives de la politique budgétaire afin d'augmenter les recettes non pétrolières et d'élargir la marge de manœuvre budgétaire.

Le portefeuille actif de la BAD au Nigeria comprend actuellement 52 projets pour un engagement total de 5,1 Md USD.



La Banque du Ghana baisse son taux directeur à 18%, après 21,5%

Après deux importantes baisses successives en juillet (-300 pdb) et septembre (-350 pdb), <u>le CPM de la Banque du Ghana (BoG) a de nouveau abaissé son taux directeur de 350 pdb, à 18%</u>.

Cette décision est justifiée par l'amélioration macroéconomique générale du pays et en particulier la poursuite de la trajectoire désinflationniste, alors que l'inflation a été enregistrée à 8% en octobre en glissement annuel, correspondant à la cible fixée par la BoG. L'inflation alimentaire (9,5%) et non-alimentaire (6,9%) sont toutes deux inférieures à 10%, une première depuis juillet 2021. Dans ce contexte, les analystes et prévisionnistes anticipaient effectivement une baisse du taux directeur.

Le Ghana a vu ses équilibres externes se renforcer significativement, conséquence de l'appréciation des prix de l'or et du cacao. L'excédent de balance courante du pays a atteint 3,8 Md USD sur les neuf premiers mois de 2025 (554 M USD sur la même période en 2024), permettant la consolidation des réserves de la BoG à 11,4 Md USD en octobre et l'appréciation du cedi de 32% par rapport au dollar depuis le début de l'année. Cette décision devrait encourager le financement de l'économie et alimenter la croissance.

La prochaine réunion du CPM aura lieu le 28 janvier prochain. S'agissant de la conduite de sa politique, la Banque du Ghana réaffirme les engagements pris en septembre et assure qu'elle suivra l'évolution de la situation et prendra les décisions nécessaires au maintien de conditions macroéconomiques saines et stables.

Suppression de la taxe COVID-19 et réforme d'ampleur de la TVA au Ghana

Le Parlement ghanéen a adopté la Value Added Tax Bill, 2025, une réforme majeure qui abolit la taxe COVID-19 et simplifie le régime de TVA.

Selon le ministère des Finances, ces deux mesures représentent une moindre imposition de près de 6 Md GHS (environ 410 M USD) pour les ménages et les entreprises sur l'année 2026, dont 3,7 Md GHS (255 M USD) pour la suppression du COVID-19 Health Recovery Levy, taxe instaurée pendant la pandémie. De plus, le rétablissement de la déductibilité des contributions au GETFund (Ghana Education Trust Fund) et au NHIL (National Health Insurance Levy) réduira le coût supporté par les opérateurs économiques d'environ 5%. Ces mesures représentent la partie la plus avancée du paquet de réformes annoncé dans le Budget 2026.

La loi introduit également des réformes structurelles destinées à simplifier le cadre fiscal : suppression de la TVA sur la prospection minière, baisse du taux effectif de 21,9% à 20%, relèvement du seuil d'enregistrement obligatoire à la TVA de 200 000 GHS à 750 000 GHS de chiffre d'affaires, prolongation jusqu'en 2028 du

taux zéro pour les textiles locaux, un dispositif qui protège plus de 2 000 emplois.

Les aspects de la réforme fiscale relatifs à la digitalisation des processus (déploiement de « Fiscal Electronic Devices », collecte en ligne de la TVA sur le commerce électronique, incitations à la demande de reçus) restent en phase de préparation mais doivent renforcer la conformité et moderniser les activités de l'administration fiscale.

Point d'étape du gouvernement sur sa stratégie de transformation agricole (AETA)

Lors d'un discours de reddition de comptes le 24 novembre, le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, Eric Opoku, a présenté un état d'avancement détaillé des réformes engagées dans le cadre de l'« Agriculture for Economic Transformation Agenda » (AETA) et de son programme d'exécution « Feed Ghana ». Ces politiques publiques visent à réduire la dépendance alimentaire, stabiliser les prix et moderniser les systèmes de production.

La refonte du système semencier est au cœur de cette stratégie. Depuis janvier 2025, le ministère incite à la relocalisation progressive de la production de semences afin de mettre fin aux retards récurrents liés aux difficultés d'importation. À partir de 2026, seules des semences produites localement devraient être accessibles aux agriculteurs. Le ministère a également renforcé le contrôle de la qualité des intrants afin de développer des engrais adaptés aux différents terroirs et d'optimiser le choix des cultures.

Parallèlement, le Ghana a engagé en 2025 une modernisation de ses systèmes climatiques agricoles. Vingt stations météo automatiques, déjà intégrées au réseau national, alimenteront un système d'information centralisé, qui générera des conseils agricoles. Le ministre a également détaillé les investissements engagés pour réduire la dépendance à la pluie et moderniser les conditions de production.

Un fonds renouvelable de 1 M USD renforce déjà l'accès au crédit dans les zones du Nord, tandis qu'un projet de distribution d'intrants de 20 M USD cible 50 000 ménages pour soutenir les cultures vivrières et la production animale.

Le ministre avait déjà présenté plusieurs avancées <u>lors de la Journée</u> <u>mondiale de l'alimentation à Accra</u>, notamment la distribution de 500 000 poulets Kuroiler à de petits producteurs, l'achat par la National Food Buffer Stock Company d'excédents céréaliers à des prix garantis, l'installation d'entrepôts communautaires et frigorifiés

pour réduire les pertes post-récolte et des formations afin d'accompagner la modernisation du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous: tom.giudice@dgtresor.gouv.fr